

LES NOUVEAUX DÉFIS DE LA SANTÉ DES JEUNES

Coopération Santé s'est penché, lors de son colloque du 17 janvier, sur la question de la santé des jeunes, ouvrant ainsi un espace de dialogue et de rencontres entre les différents acteurs de santé : patients, soignants, industriels, institutionnels, etc.



Les statistiques sur la santé des jeunes, égrenées par Vincent Olivier, président de Coopération Santé, sont d'abord rassurantes : la consommation de tabac à l'âge de 17 ans a chuté de 25 à 15 % entre 2017 et 2022 ; celle du cannabis a été divisée par deux, et l'alcool est moins présent dans leur quotidien. « Mais il n'est pas question de dresser un bilan positif. Il y a aussi d'importantes inquiétudes, notamment sur l'activité physique, la santé sexuelle et la santé mentale. »

ÊTRE EN BONNE SANTÉ

En France, la « bonne santé » est souvent liée à une vie sans complications médicales. Une définition écartée par Maxime Gignon, professeur de santé publique. « Pour les jeunes de 11 à 17 ans, la charte d'Ottawa montre que la santé n'est pas une fin en soi, mais un moyen de se réaliser au quotidien. Elle englobe ainsi les compétences psychosociales. » Un cadre qui bouleverse les lignes, en particulier face à la maladie chronique. « En traduisant ces notions de bien-être physique, mental et social par des critères concrets, comme le sommeil, l'énergie, la vie affective... Alors il est possible de considérer qu'une personne, même malade, est en bonne santé », abonde Carine Choleau, directrice de l'Association aide aux jeunes diabétiques.

Autre frein à ce besoin de réalisation : une activité physique trop limitée. « Une jeunesse sédentaire, c'est une vieillesse grabataire », prévient Michel Cymes, porte-parole du volet santé des Jeux olympiques de Paris 2024. Un message qu'il porte à l'attention des décideurs, en revendiquant un discours plus positif auprès des jeunes. « Il faut surtout leur montrer ce qu'ils ont à gagner en bougeant plus. Au niveau de l'anxiété par exemple, le sport est le meilleur des remèdes. »

UNE NOUVELLE VISION DE LA SANTÉ SEXUELLE

Concernant la santé sexuelle, Aline Delinchant, conseillère technique au sein du rectorat de Créteil, reconnaît un accès aux connaissances « très insuffisant ». « Mais l'Éducation nationale s'est bien saisie de ces thématiques. » Les questions d'éducation sexuelle, de santé reproductive et de prévention des MST se sont élargies aux thèmes du consentement, du sexisme, des relations ou des violences sexuelles. « Ce sont des sujets dont les jeunes entendent parler au quotidien, il est important qu'ils puissent en parler en classe », insiste Jean-Baptiste Lusignan, responsable prévention santé du CRIPS Île-de-France.

Les professionnels de santé ont aussi un nouveau rôle à jouer, en particulier ceux qui sont le plus accessibles aux jeunes, comme les pharmaciens. « Notre rôle est aussi de donner aux jeunes les moyens de s'approprier des messages de santé publique qui peuvent leur paraître abstraits », rappelle Bénédicte Bertholom, directrice générale de l'USPO. Sur le terrain, les laboratoires départementaux d'analyses (LDA) ont aussi un rôle clé. « Sur les 17.000 tests du VIH réalisés en 2023, nous avons identifié huit cas chez des jeunes de moins de 25 ans », indique Katazina Belliot, biologiste au LDA13. A ses côtés, Pervenche Martinet, médecin responsable des Centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic (CeGIDD) des Bouches du Rhône, souligne l'importance pour les acteurs de la santé sexuelle de mieux travailler ensemble, au risque sinon d'entraîner de la confusion chez les jeunes.

L'ALERTE DE LA SANTÉ MENTALE

Si la santé mentale n'est pas un sujet nouveau, la pandémie a exacerbé le défi. Des réponses ont été mises en place, comme les maisons des adolescents. « Ce sont des lieux d'accueil polyvalents et de soins gratuits, accessibles sans rendez-vous aux adolescents qui en ont besoin. Parmi eux, environ 50 % viennent pour des questions de santé somatiques et psychiatriques », précise Valérie Gimonet, déléguée régionale pour les maisons des adolescents d'Île-de-France. « Ces maisons apportent un vrai service à des jeunes, qui, sinon, risquent un retard diagnostic de 8 à 10 ans », complète le Pr Frank Bellivier, délégué ministériel à la santé mentale et à la psychiatrie.

Autre dispositif dans une démarche d'« aller vers », le programme de Premiers secours en santé mentale (PSSM). « Le principe est simple : adapter le principe du secourisme au volet psychique », explique Mickaël Bardonnet, formateur à l'INFIPP. Avec plus de 93.000 personnes formées depuis 2019, ils se déploient notamment dans les services de protection judiciaire de la jeunesse et les universités. Le Dr Thomas Cantaloup, directeur médical chez Stane, note aussi la montée en puissance d'initiatives basées sur la pair-aidance, appuyée par des réseaux d'entraide de jeunes à jeunes. Un soutien également réclamé parmi les étudiants en santé. « Comment devenir soignant quand la formation est la source même de notre souffrance ? », s'interroge Lysa Da Silva, présidente de l'Association nationale des étudiants en pharmacie de France (Anepf).

